

Rapport de la

**QUATORZIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO
POUR L'EUROPE**

Reykjavik, Islande, 17-21 septembre 1984



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Etats Membres de la FAO dans la Région européenne (au 21 septembre 1984)

Albanie	Grèce	Pologne
Allemagne, Rép. féd. d'	Hongrie	Portugal
Autriche	Irlande	Roumanie
Belgique	Islande	Royaume-Uni
Bulgarie	Israël	Suède
Chypre	Italie	Suisse
Danemark	Luxembourg	Tchécoslovaquie
Espagne	Malte	Turquie
Finlande	Norvège	Yougoslavie
France	Pays-Bas	

Date et lieu des conférences régionales de la FAO pour l'Europe

Première	— Rome, Italie, 10-15 octobre 1949
Deuxième	— Rome, Italie, 10-15 octobre 1960
Troisième	— Rome, Italie, 8-13 octobre 1962
Quatrième	— Salzbourg, Autriche, 26-31 octobre 1964
Cinquième	— Séville, Espagne, 5-11 octobre 1966
Sixième	— Saint Julian, Malte, 28-31 octobre 1968
Septième	— Budapest, Hongrie, 21-25 septembre 1970
Huitième	— Munich, République fédérale d'Allemagne, 18-23 septembre 1972
Neuvième	— Lausanne, Suisse, 7-12 octobre 1974
Dixième	— Bucarest, Roumanie, 20-25 septembre 1976
Onzième	— Lisbonne, Portugal, 2-7 octobre 1978
Douzième	— Athènes, Grèce, 22-27 septembre 1980
Treizième	— Sofia, Bulgarie, 4-8 octobre 1982
Quatorzième	— Reykjavik, Islande, 17-21 septembre 1984

RAPPORT DE LA
QUATORZIEME CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE

Reykjavik, Islande, 17-21 septembre 1984

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Rome, 1984

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
RESUME DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS ET RESOLUTION	iii - v
	<u>Paragraphes</u>
INTRODUCTION	
Organisation de la Conférence	1 - 7
Cérémonie d'ouverture	8 - 10
Election du Président et des Vice-Présidents	11 - 13
Adoption de l'ordre du jour	14
RESUME DES DEBATS	
Déclaration du Directeur général	15 - 21
Déclaration du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe	22 - 25
Déclaration du Président	26 - 28
Exposés nationaux et débat général sur la situation alimentaire et agricole en Europe	29 - 39
Programme de la FAO dans la Région: Activités de la FAO en Europe et programme de travail pour 1984-85	40 - 55
QUESTIONS CHOISIES AYANT TRAIT AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL	
La recherche à l'appui des politiques agricoles en Europe	56 - 64
La protection des ressources forestières en Europe (<u>Rés. 1/84</u>)	65 - 73
Suivi de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural (CMRADR)	74 - 79
Représentation de la Région au Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)	80 - 81
CONCLUSIONS	
Adoption du rapport	82
Lieu et date de la quinzième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe	83 - 85
Clôture de la Conférence	86 - 88

ANNEXES

- A. Ordre du jour

- B. Liste des délégués et observateurs

- C. Liste des documents

- D. Déclaration du Directeur général
à l'ouverture de la Conférence

- E. Déclaration de Monsieur K.A. Sahlgren,
Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe

RESUME DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS ET RESOLUTION

La recherche à l'appui des politiques agricoles en Europe

A l'attention des gouvernements

La Conférence:

1. a noté qu'il pourrait être nécessaire d'examiner plus à fond l'utilisation de certains types de systèmes de production de haute technicité et d'adopter de nouvelles approches à cet égard (par. 58);
2. a recommandé que, pour ajuster les politiques agricoles, notamment en ce qui concerne les limitations de la production, la recherche vise à offrir aux agriculteurs de nouveaux systèmes de production vivrière qui permettent de tirer un meilleur parti des ressources et qui assurent le revenu des ruraux et la viabilité de leurs exploitations. Les exigences de l'environnement, le bien-être des animaux et la qualité des aliments devraient également être pris en considération (par. 59);
3. a souligné qu'une réorientation des priorités de la recherche est nécessaire et a approuvé les stratégies proposées à ce sujet dans le document de la FAO, en considérant qu'il s'agissait d'orientations utiles (par. 61);
4. est convenue que la recherche agronomique gagnerait beaucoup à un renforcement de la coopération entre les pays européens et a reconnu à cet égard l'intérêt particulier du système ESCORENA et du réseau sur les énergies rurales (par. 62);
5. a souligné qu'il importe que les gouvernements consacrent des fonds suffisants à la coopération internationale dans le domaine de la recherche (par. 63).

A l'attention de la FAO

La Conférence:

6. a estimé que les activités de coopération européenne appuyées par la FAO dans le domaine de la recherche doivent faire l'objet d'un examen critique périodique afin de garantir qu'elles auront le maximum d'efficacité (par. 62);
7. s'est félicitée que la FAO s'emploie à renforcer la coopération et à développer les échanges entre scientifiques (par. 64);
8. a demandé à la FAO de redoubler d'efforts pour identifier les liens entre les techniques et sciences agricoles en Europe et dans les pays en développement (par. 64).

Protection des ressources forestières

A l'attention des gouvernements

La Conférence:

9. est convenue que les menaces qui pèsent sur les ressources forestières et leurs conséquences pour la vie et les activités de l'homme exigent un renforcement de la coopération internationale (par. 69);
10. a pris note de l'importance du problème des incendies de forêts dans les pays méditerranéens (par. 70).

A l'attention de la FAO

La Conférence:

11. a recommandé que la coopération internationale se renforce, notamment dans le cadre des organismes et mécanismes existants tels que la Commission européenne des forêts, ses groupes de travail et la Commission économique pour l'Europe, en particulier son Comité du bois, (par. 69);
12. a recommandé que la FAO réactive "Silva Mediterranea" pour examiner des besoins particuliers et coordonner les programmes (par. 70);
13. est convenue que la FAO est un cadre approprié pour examiner les questions se rapportant à la protection des ressources forestières et pour échanger des informations à ce sujet (par. 71);
14. a recommandé que la FAO tienne compte comme il convient de l'importance de la protection des ressources forestières européennes dans ses futurs programmes (par. 72).

Programme de la FAO dans la région

A l'attention des gouvernements

La Conférence:

15. est convenue de la nécessité d'ajuster les politiques agricoles sans toutefois compromettre les revenus des ruraux; de trouver un juste équilibre entre les exigences de l'économie et celles de l'environnement; d'analyser les problèmes de commercialisation, notamment pour les produits méditerranéens; de prendre des mesures pour lutter contre la pollution des forêts et les incendies de forêts; de formuler les politiques agricoles comme des politiques alimentaires (par. 34);
16. a suggéré à ce propos de renforcer le rôle de la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe (par. 41).

A l'attention de la FAO

La Conférence:

17. a estimé que le moment était venu d'évaluer avec soin les réalisations de l'ESCORENA afin de pouvoir planifier rationnellement ses orientations futures (par. 43);
18. a noté que deux pays avaient confirmé leur intention de participer au projet FAO/PNUD de développement des systèmes énergétiques intégrés à la ferme (RER/80/001) (par. 45);
19. s'est félicitée des activités menées par la FAO en Europe et de son programme de travail pour 1984-85, y compris notamment le Système européen de réseaux coopératifs de recherche (ESCORENA), le Réseau coopératif européen sur les énergies rurales, la lutte contre les maladies animales et les activités conjointes FAO/CEE et FAO/AIEA (par. 46);
20. a approuvé les résultats de la Consultation ad hoc sur l'amélioration de la coordination pour la santé animale (Budapest, juin 1984) (par. 46);
21. a tout particulièrement mis l'accent sur le développement rural et sur le rôle des femmes dans le développement lors de l'examen des problèmes sociaux et économiques (par. 49);

22. a approuvé la proposition de consacrer une étude aux tendances et à la capacité future de production ainsi qu'aux perspectives de la demande de produits présentant un intérêt particulier pour les pays méditerranéens. Il a été suggéré qu'une réunion ad hoc soit convoquée pour examiner les résultats de cette étude et Chypre a proposé d'accueillir cette réunion (par. 53).

Représentation de la région au Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)

23. Il a été décidé qu'un pays serait élu pour une période de quatre ans à chaque Conférence régionale (par. 81).

* * * * *

La Conférence a aussi adopté la Résolution 1/84 sur la conservation et la protection des ressources forestières. Le texte de cette résolution figure au paragraphe 73 du présent rapport.

INTRODUCTION

Organisation de la Conférence

1. La quatorzième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe, organisée en coopération avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, s'est tenue à Reykjavik, Islande, dans la salle de conférence de l'Hôtel Loftleidir, du 17 au 21 septembre 1984, à l'aimable invitation du Gouvernement de la République d'Islande.

2. Des délégations de 27 Etats Membres de la Région européenne ont participé à la Conférence, à savoir:

Albanie	France	Pologne
Allemagne, Rép. féd. d'	Grèce	Portugal
Autriche	Hongrie	Roumanie
Belgique	Irlande	Royaume-Uni
Bulgarie	Islande	Suède
Chypre	Israël	Suisse
Danemark	Italie	Tchécoslovaquie
Espagne	Norvège	Turquie
Finlande	Pays-Bas	Yougoslavie

3. Les Etats-Unis d'Amérique, Etat Membre d'une autre région, ont envoyé des observateurs, de même que le Saint-Siège.

4. Ont également assisté à la Conférence des représentants des organismes et institutions ci-après du système des Nations Unies, en sus de la Commission économique pour l'Europe:

Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)
Bureau international du travail (BIT)
Organisation mondiale de la santé (OMS)
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

5. Des observateurs des organisations intergouvernementales ci-après ont assisté à la Conférence:

Communauté économique européenne (CEE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
Conseil des Ministres des pays nordiques

6. Les organisations non gouvernementales suivantes ont envoyé des observateurs à la Conférence:

Chambre de commerce internationale (CCI)
Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA)
Fédération syndicale mondiale (FSM)
Union internationale des instituts de recherches forestières
Union internationale des organismes familiaux (UIOF)
Union mondiale des femmes rurales (UMFR)

7. La liste des participants figure à l'Annexe B.

Cérémonie d'ouverture

8. En accueillant la Présidente de la République d'Islande, S.E. Madame Vigdís Finnbogadóttir, pour l'inauguration officielle de la quatorzième Conférence régionale pour l'Europe, le Directeur général de la FAO; Monsieur Edouard Saouma, a également souhaité la bienvenue aux délégués et observateurs. Il a remercié le Gouvernement islandais d'avoir invité la Conférence à Reykjavik et lui a exprimé sa gratitude pour sa généreuse hospitalité. Il a déclaré que la présence d'un nombre exceptionnellement élevé de ministres européens de l'agriculture témoignait de l'attrait particulier de l'Islande. Ce pays joue un rôle spécialement important dans le développement des

pêches. Le Directeur général a rendu hommage à Madame Finnbogadóttir, première femme à avoir été élue Présidente de la République au suffrage universel, qui remplit sa tâche avec beaucoup de succès et d'une manière qui est hautement appréciée.

9. La Présidente de la République d'Islande a souhaité la bienvenue à la quatorzième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe. Elle a brièvement retracé l'histoire économique et agricole de son pays. Il y a un siècle à peine, la famine obligeait la population à s'exiler; c'est pourquoi on donne une grande priorité à la production vivrière. Traditionnellement, la richesse en Islande est synonyme d'élevage mais l'introduction du bétail a beaucoup contribué à dégrader le paysage. A présent, d'énormes efforts sont faits pour lancer de grands programmes de reboisement. L'Islande est très intéressée par l'intensification de la coopération internationale dans le domaine de l'agriculture, des forêts et des pêches.

10. Le Directeur général a chaleureusement remercié la Présidente de la République d'Islande pour ces sages paroles de bienvenue. Il a estimé qu'elle avait admirablement tracé le cadre de la Conférence et a espéré que celle-ci permettrait d'avancer vers une Europe meilleure, vers un monde meilleur.

Election du Président et des Vice-Présidents

11. A l'unanimité, la Conférence a élu Président Monsieur Jón Helgason, Ministre islandais de l'agriculture.

12. M. Helgason a remercié la Conférence de l'avoir porté à la présidence et a demandé que l'on soumette des candidatures pour l'élection des Vice-Présidents.

13. Les Vice-Présidents suivants ont été élus à l'unanimité:

M. G. Haiden, Ministre fédéral de l'agriculture et des forêts, Autriche;

M. J. Vancsa, Ministre de l'agriculture et de l'alimentation, Hongrie;

M. P. Connaughton, Ministre d'Etat à l'agriculture, Irlande;

M. M. Dias Soares Costa, Ministre de l'agriculture, des forêts et de l'alimentation, Portugal.

Adoption de l'ordre du jour

14. La Conférence a adopté l'ordre du jour figurant à l'Annexe A.

RESUME DES DEBATS

Déclaration du Directeur général

15. Le Directeur général a souligné que c'était la première fois que la Conférence régionale pour l'Europe se réunissait en Islande et, en fait, dans un pays nordique. Il s'est déclaré convaincu que cela renforcerait encore le soutien particulièrement actif des pays nordiques aux travaux de l'Organisation.

16. Le Directeur général a estimé que le niveau prévu des stocks mondiaux de céréales à la fin de la campagne 1984/85 permettrait un certain optimisme; selon la FAO, ces stocks devraient en effet être légèrement en hausse et correspondre à 18 pour cent environ de la consommation annuelle. Malheureusement, la situation des pays à déficit vivrier et à bas revenu est moins rassurante. Dans ces pays, la production céréalière risque de n'augmenter que de 1 pour cent environ, chiffre une nouvelle fois nettement inférieur à la croissance démographique. L'Afrique souffre de la sécheresse pour la troisième année consécutive et devra de nouveau compter sur la générosité des donateurs d'aide alimentaire.

17. Le Directeur général a souligné que la crise économique actuelle et certains facteurs propres aux pays en développement (par exemple, politiques défavorables à l'agriculture) pèsent sur la capacité des pays déficitaires de financer les importations alimentaires dont ils ont besoin. Ces pays doivent redoubler d'efforts pour faire aboutir leurs programmes de développement, tandis que les pays industrialisés, d'Europe ou d'autres régions, ont la lourde responsabilité de créer un climat économique mondial favorable, notamment par leurs politiques commerciales.

18. En ce qui concerne la situation de l'Europe, le Directeur général a fait observer que cette région se préoccupe avant tout de soutenir les revenus ruraux et que cela pose toute une série de problèmes d'ajustement à son agriculture. Toutefois, compte tenu de certains événements récents, le Directeur général a jugé possible que le développement agricole de la Région entre dans une troisième phase, accompagnée d'un profond changement des comportements et des technologies. On chercherait moins à produire le plus possible qu'à atteindre des niveaux prédéterminés de production aux moindres coûts économiques et écologiques. Dans le nord-ouest comme dans l'est de l'Europe, on accorde de plus en plus d'attention au rapport coût/efficacité de l'agriculture. Dans la région méditerranéenne, la dépendance excessive et de plus en plus forte à l'égard des importations d'aliments pour animaux est très préoccupante, à quoi s'ajoutent des problèmes structurels.

19. Le Directeur général a aussi parlé d'un problème dont on a de plus en plus conscience: celui de la dégradation des forêts à cause de la pollution atmosphérique à longue distance. Cette menace doit être examinée dans le contexte du système forestier tout entier. L'un des points de l'ordre du jour de la Conférence est consacré aux mesures à prendre dans ce domaine.

20. Dans sa conclusion, le Directeur général a rappelé l'importance capitale de l'Europe pour la FAO. A l'image de l'agriculture européenne, la FAO doit s'adapter à un monde en évolution. Pour cela, il faut adopter des approches plus souples et d'un meilleur rapport coût/efficacité. Il est possible que, loin de rester sur la défensive, les pays européens, face aux défis sans cesse nouveaux auxquels sont confrontées leurs politiques agricoles, trouvent de nouvelles idées et méthodes qui aideront la FAO à s'attaquer aux problèmes mondiaux des années quatre-vingt-dix et suivantes. L'Europe, traditionnellement, est le principal actionnaire de l'Organisation et lui fournit une grande partie de son personnel. La FAO espère sincèrement pouvoir continuer à compter sur le soutien actif et généreux de la Région et recevoir d'elle de nouvelles idées constructives.

21. Le texte intégral de la déclaration du Directeur général figure à l'Annexe D.

Déclaration du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe

22. Dans sa déclaration, le Secrétaire exécutif a insisté sur l'étroite coopération qui existe de longue date entre la FAO et la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe dans le domaine de l'agriculture et des forêts. Une agriculture moderne et à forte intensité de capital s'est développée en Europe au cours de ces dernières décennies et elle est de plus en plus intégrée dans l'ensemble de l'économie nationale. Plus récemment, les disponibilités alimentaires ont peu à peu dépassé la demande, d'où la nécessité croissante d'ajustements dans le secteur agricole. Dans ce contexte, le Secrétaire exécutif a souligné l'importance de la recherche pour les politiques agricoles en Europe, qu'il s'agisse de trouver de nouveaux débouchés pour l'agriculture ou de répondre à des problèmes écologiques de plus en plus graves.

23. Le Secrétaire exécutif a ensuite parlé de la conservation des forêts et notamment du rôle de sa Commission dans les efforts de coopération internationale qui sont faits en Europe pour combattre les effets de la pollution par l'application de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance de 1979. Les travaux réalisés par l'organe exécutif de cette Convention donnent à penser que la dégradation récente des forêts est due à un ensemble de facteurs. L'un des plus importants est l'effet des polluants gazeux mais la teneur des précipitations en acides est également jugée dangereuse. Le Secrétaire exécutif s'est félicité de la coopération active

existant entre la FAO et la Commission dans le domaine forestier, par exemple à propos des problèmes de reboisement et des incendies de forêts dans les pays méditerranéens ou encore pour l'étude des tendances et des perspectives du bois en Europe à l'horizon 2000.

24. Dans sa conclusion, le Secrétaire exécutif a souligné que la Commission économique pour l'Europe et ses organes subsidiaires se sont engagés à contribuer aussi, grâce aux résultats de leurs travaux, au développement et au progrès économique des pays du tiers monde. Il est souhaitable que la Commission continue à coopérer étroitement avec la FAO dans ce domaine.

25. Le texte intégral de la déclaration du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe figure à l'Annexe E.

Déclaration du Président

26. Dans sa déclaration, M. Helgason a parlé du rôle indispensable de la FAO qui sert de point central pour le développement de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde entier, y compris le progrès technologique, le développement rural et la lutte contre la faim et la malnutrition. Il a rendu tout particulièrement hommage au Directeur général qui concentre ses efforts sur l'aide aux pays et aux sociétés qui ont le plus besoin d'assistance.

27. Le Président s'est aussi vivement félicité de l'étroite collaboration des cinq pays nordiques qui, à son avis, pourrait servir de modèle de coopération régionale.

28. M. Helgason a conclu son intervention en remerciant le Directeur général et la FAO de l'aide déjà fournie à l'Islande pour l'utilisation des herbages, la production de semences de graminées et les serres géothermiques. Dans ce contexte, il a formé le vœu que la FAO renforce encore son rôle de premier plan dans le domaine de la recherche et du développement de la technologie grâce à la création récente d'une division spéciale au sein de l'Organisation.

Exposés nationaux et débat général sur la situation alimentaire et agricole en Europe

29. Le débat général a été ouvert par la délégation norvégienne qui a présenté un rapport sur l'agriculture des cinq pays nordiques ainsi que sur l'étroite coordination et la mise en oeuvre en commun de certaines de leurs activités, notamment dans le domaine de la recherche.

30. La plupart des délégations qui sont intervenues dans le débat se sont déclarées d'accord avec le Directeur général pour estimer qu'il faut redoubler d'efforts en vue d'accroître la production vivrière dans les pays en développement. L'accent mis par la FAO sur les mesures et politiques de prix à adopter à cette fin dans les pays en développement a été approuvé. Quelques délégations ont insisté sur la responsabilité et le rôle particuliers des pays européens dans la sécurité alimentaire mondiale.

31. Il y a aussi eu un assez large accord sur la nécessité d'ajuster les politiques agricoles des pays industrialisés afin de donner un coup d'arrêt à l'augmentation des excédents sans toutefois compromettre les revenus de la population rurale en Europe. Dans ce contexte, il a été suggéré de renforcer le rôle de la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe en tant qu'unique réunion paneuropéenne de niveau ministériel pour l'agriculture, les forêts et les pêches.

32. Beaucoup de délégations ont donné des informations sur la situation actuelle de l'agriculture et sur les politiques qui s'y rapportent; ces informations montrent que l'agriculture européenne a progressivement amélioré sa productivité, ce qui, en raison de la faible élasticité - revenu de la demande alimentaire et des effets de la stagnation démographique, crée un problème de plus en plus grave d'excédents pour divers produits de base dans un nombre croissant de pays. Plusieurs d'entre eux doivent donc avoir recours à des politiques qui limitent la garantie des prix agricoles à la

production à certaines quantités prédéterminées, par exemple pour le lait. Au nom de certains pays méditerranéens, mention a été faite de l'augmentation constante du potentiel et de la capacité de production de divers produits méditerranéens, augmentation jugée préoccupante parce qu'elle ne se fonde pas sur des projections de la demande et que les débouchés de ces produits sont loin d'être assurés.

33. Il a été noté que les agriculteurs de beaucoup de pays se sont endettés à cause de l'augmentation du coût des intrants et des investissements. Le vieillissement progressif de la population agricole active pose aussi un problème à certains pays.

34. En ce qui concerne les politiques agricoles, la Conférence a estimé que l'un des principaux problèmes de beaucoup de pays européens est de trouver un juste équilibre entre les exigences de l'économie et celles de l'environnement. On accorde de plus en plus d'importance à la qualité aux dépens des mesures destinées à favoriser un accroissement de la production. Dans ce contexte, la plupart des délégations se sont félicitées de pouvoir examiner le rôle de la recherche dans les politiques agricoles.

35. Certains pays de la Région, qui n'ont pas encore atteint le haut niveau de productivité des autres, ont jugé nécessaire de continuer à faire des efforts pour accroître la production et, dans certains cas, pour résoudre leurs problèmes structurels et commerciaux. Ils ont demandé que l'on réduise les obstacles au commerce international des produits agricoles, lesquels occupent une grande place dans leurs exportations.

36. Il a été suggéré que les politiques agricoles des pays industrialisés devaient de plus en plus être formulées comme des politiques alimentaires qui tiendraient également compte de l'interdépendance internationale croissante des économies nationales.

37. Plusieurs délégations ont jugé urgent de prendre des mesures pour combattre les effets de la pollution des forêts dans beaucoup de pays industrialisés. La gravité particulière des incendies de forêts pour les pays méditerranéens a également été soulignée. Dans le même temps, il importe d'arrêter l'épuisement rapide des ressources forestières dans les pays en développement. L'espoir a été formulé que la Conférence forestière mondiale que la FAO doit organiser au Mexique en 1985 représentera une contribution utile sur ce plan.

38. Plusieurs délégations ont mis en parallèle l'augmentation des dépenses d'armement et le manque de fonds pour résoudre les graves problèmes de l'agriculture et de la production vivrière et ont demandé instamment que l'on redouble d'efforts pour réduire les dépenses militaires.

39. La plupart des délégations ont rendu hommage au rôle de la FAO dans la coopération agricole en Europe.

Programme de la FAO dans la Région:

Activités de la FAO en Europe et programme de travail pour 1984-85

40. La Conférence a pris note avec satisfaction des activités menées en Europe au cours des deux dernières années, telles qu'elles sont décrites dans le document ERC/84/2, ainsi que du programme de travail de la FAO en Europe pour 1984-85, tel qu'il est présenté dans le document ERC/84/3.

41. Plusieurs délégations ont souligné l'importance de la Conférence régionale de la FAO et de la Commission économique pour l'Europe, qui contribuent au dialogue et à la coopération entre les pays de l'Europe occidentale et de l'Europe orientale. Une délégation a estimé que la Commission européenne d'agriculture (ECA) pourrait être supprimée et remplacée par la Conférence régionale pour l'examen des programmes techniques intéressant l'Europe.

42. Certaines délégations se sont déclarées favorables à une intensification des activités de la FAO dans la Région européenne, dans les limites des moyens budgétaires actuels, grâce à un emploi aussi rationnel que possible des ressources disponibles et à une concentration des efforts sur un nombre plus réduit de sujets soigneusement choisis,

en évitant tout chevauchement avec les activités d'autres organisations internationales. La plupart des délégations ont insisté sur la valeur des activités qui profitent aux pays en développement, pays qui doivent toujours avoir la priorité dans le travail de la FAO.

43. Un soutien général s'est manifesté en faveur du Système européen de réseaux coopératifs de recherche (ESCORENA) et de la poursuite de son développement. Plusieurs délégations ont toutefois estimé que le moment était venu d'évaluer avec soin les réalisations de ce système afin de pouvoir planifier rationnellement ses orientations futures. Il a également été suggéré de resserrer les liens entre les activités de l'ESCORENA et les divisions techniques correspondantes de la FAO.

44. Plusieurs délégations ont suggéré que de nouveaux sujets soient couverts par l'ESCORENA, à savoir:

- biotechnologie
- systèmes intégrés de protection des plantes
- production de légumes en serre
- recherche économique

45. Le Réseau coopératif européen pour les énergies rurales a également été largement appuyé. Une délégation a insisté sur la nécessité d'organiser avec soin sa structure opérationnelle afin d'obtenir le maximum d'efficacité. Une autre a estimé que cette activité devrait être financée entièrement par le Programme ordinaire, de sorte qu'elle ne dépendrait plus de contributions volontaires complémentaires. Deux délégations ont confirmé leur intention de participer au projet FAO/PNUD de développement des systèmes énergétiques intégrés à la ferme (RER/80/001).

46. Les activités concernant la production et la santé animales, notamment la lutte contre les maladies animales, ont été appuyées avec force. La Conférence a noté et approuvé les résultats de la consultation ad hoc organisée en juin 1984 à Budapest, en Hongrie, à l'initiative du Directeur général, pour améliorer la coordination dans la Région européenne en matière de santé animale.

47. Les programmes technologiques concernant la production végétale et la mise en valeur des terres et des eaux ont généralement été appuyés, y compris les activités conjointes FAO/CEE. Une délégation a proposé que le Groupe de travail FAO/CEE de la mécanisation agricole se réunisse en session ordinaire tous les 18 ou 24 mois et non plus tous les 12 mois. Une autre délégation a suggéré que les efforts conjoints de la FAO et de la CEE soient davantage orientés vers l'action.

48. Les activités de la Division mixte FAO/AIEA et de la Commission FAO/OMS du Codex Alimentarius ont été appuyées. Une délégation a demandé que les travaux de cette commission et ceux du Groupe de travail de la CEE sur la normalisation des denrées périssables soient étroitement coordonnés.

49. Dans le débat consacré à certains problèmes économiques et sociaux, l'accent a surtout été mis sur l'emploi rural et sur le rôle de la femme dans le développement. La délégation irlandaise a offert de mettre à la disposition d'autres pays, y compris des pays en développement, l'expérience que son pays a acquise en ce qui concerne la formation des femmes à la gestion des exploitations et la pluriactivité. Une délégation a été d'avis qu'il était inutile de consacrer de nouvelles études aux problèmes des femmes et de l'emploi rural, qui sont déjà décrits dans beaucoup de documents, et que la tâche principale était maintenant de passer à l'application des principes dans les différents pays.

50. Une délégation a proposé qu'une étude des changements structurels importants qui ont actuellement lieu dans le secteur rural en Europe soit retenue comme thème de discussion à la quinzième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe.

51. Deux délégations ont proposé qu'une étude générale soit consacrée aux relations existant entre les problèmes et réalisations technologiques et l'évolution socio-économique. Une étude de ce genre serait utile pour fixer les priorités des futurs travaux de la FAO dans la Région.

52. Une délégation a suggéré que l'on mette davantage l'accent sur la contribution des coopératives au développement rural, et ce dans le contexte du Groupe de travail FAO/CEE sur les structures agraires et la rationalisation des exploitations.

53. La Conférence a approuvé la proposition de consacrer une étude aux tendances et à la capacité future de production ainsi qu'aux perspectives de la demande de produits présentant un intérêt particulier pour les pays méditerranéens. Il a été suggéré qu'une réunion ad hoc soit organisée pour examiner les résultats de cette étude et la délégation de Chypre a offert de l'accueillir.

54. Le représentant du PNUD a invité les pays concernés à étudier les voies et moyens de mettre à la disposition des pays en développement l'expérience acquise grâce à des projets patronnés par le PNUD dans certains pays européens. L'OMS a offert de coopérer étroitement avec la FAO pour certaines activités concernant les produits chimiques agricoles dans l'environnement européen.

55. La délégation de la Tchécoslovaquie a invité le Comité exécutif de la Commission européenne d'agriculture (ECA) à tenir sa prochaine session dans son pays en 1985. La délégation de la Grèce a invité l'ECA à tenir sa prochaine session en 1986 dans son pays.

QUESTIONS CHOISIES AYANT TRAIT AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL

La recherche à l'appui des politiques agricoles en Europe

56. La Conférence s'est félicitée que l'occasion lui soit donnée d'examiner au cours de cette session les interactions entre la recherche et la politique agricole, qui, d'un bout à l'autre de l'Europe, ont joué un rôle fondamental dans la transformation d'une agriculture, jusque-là largement artisanale, en une activité à haute technicité. Le document ERC/84/4 a été considéré comme une base excellente et constructive de discussion.

57. La Conférence a approuvé en général la façon dont les politiques agricoles et les politiques de recherche agronomique des quatre sous-régions de l'Europe sont analysées dans le document. Elle s'est déclarée d'accord avec la conclusion du rapport, selon laquelle la forte augmentation de la production agricole de l'Europe durant les dernières décennies est due à l'adoption de politiques agricoles qui ont encouragé les exploitants à utiliser les nouvelles technologies à haut rendement issues de la recherche agronomique. Toutefois, la contribution des facteurs "humains" - amélioration de l'éducation et de la formation des exploitants et des ouvriers agricoles et leur motivation, c'est-à-dire leur volonté de moderniser leurs exploitations et de les rendre plus productives - doit être considérée comme d'égale importance.

58. Dans une grande partie de l'Europe, en particulier dans le nord-ouest, cette évolution a eu pour conséquence que la production de certains produits, par exemple le lait et les céréales, est maintenant nettement supérieure à la demande. Bien que le taux et la définition de l'autosuffisance alimentaire varient selon les politiques nationales, la Conférence a noté qu'il pourrait être nécessaire d'examiner plus à fond l'utilisation de certains types de systèmes de production de haute technicité et d'adopter de nouvelles approches à cet égard. Cela s'impose aussi pour répondre aux préoccupations croissantes de l'opinion publique touchant les effets de certains systèmes intensifs sur l'environnement, le bien-être des animaux et la qualité des aliments.

59. Les limitations (par exemple, les quotas laitiers) doivent être introduites avec beaucoup de précautions, faute de quoi on risque de porter gravement préjudice aux revenus des ruraux et à leur prospérité. En conséquence, la Conférence est convenue que la recherche agronomique devrait essayer de prévoir ces problèmes, de telle sorte que les exploitants puissent recourir à d'autres types de systèmes de production qui assureront leur revenu et la viabilité de leurs exploitations.

60. La Conférence est également convenue que l'économie des facteurs de production, notamment ceux à composante énergétique, devra être un des thèmes fondamentaux de la

recherche. L'objectif à long terme devrait être de mettre au point et d'adopter des systèmes de production vivrière qui permettent de tirer le meilleur parti possible des ressources.

61. La Conférence a souligné qu'une réorientation des priorités de la recherche est nécessaire et a approuvé les stratégies proposées pour l'avenir dans le document, en considérant qu'il s'agissait d'orientations utiles. Plusieurs domaines dans lesquels l'effort de recherche devrait s'intensifier ont été mentionnés, notamment l'aménagement et la conservation des sols, l'amélioration génétique des végétaux, la lutte intégrée contre les ravageurs, une meilleure utilisation du fourrage pour l'alimentation des bêtes, la production d'énergie et de matières premières pour l'industrie, et la biotechnologie. La Conférence a noté que, pour que l'agriculture européenne puisse entrer sans heurt dans la "troisième phase de développement" prévue par le Directeur général de la FAO, il faudra de grands changements en ce qui concerne l'orientation et l'urgence de la recherche, ainsi qu'une application plus large de ses résultats.

62. La Conférence est convenue en général que la recherche agronomique gagnerait beaucoup à un renforcement de la coopération entre les pays européens dans ce domaine et que ses résultats seraient ainsi plus facilement accessibles. La Conférence a noté et approuvé les activités de coopération déjà entreprises, par exemple par la Communauté économique européenne, le Conseil d'assistance économique mutuelle, l'OCDE et les pays nordiques, et a reconnu le potentiel particulier du système SCORENA et du Réseau sur les énergies rurales de la FAO, effort de coopération couvrant toute la région européenne. Toutefois, il a été souligné que ces activités devraient faire l'objet d'un examen critique périodique afin d'être sûr qu'elles auront le maximum d'efficacité.

63. La Conférence a souligné qu'il importe que des fonds suffisants soient consacrés à la coopération internationale dans le domaine de la recherche. Elle a suggéré que les responsables de la recherche envisagent d'utiliser une partie des fonds nationaux qui servent actuellement à envoyer des délégations à de grands congrès scientifiques internationaux pour financer la participation à des ateliers et séminaires traitant de questions qui ont un intérêt prioritaire pour les pays coopérants, ainsi que pour financer les échanges de scientifiques.

64. La Conférence s'est félicitée que la FAO se soit engagée à promouvoir le renforcement de la coopération et des échanges entre scientifiques dans la Région européenne. Elle a insisté sur l'importance particulière du rôle que la science agricole européenne pourrait de plus en plus jouer dans le renforcement des compétences des pays en développement dans le domaine de la science et des technologies agricoles et elle a demandé à la FAO de redoubler d'efforts pour identifier les liaisons nécessaires dans ce domaine. Elle a considéré que les systèmes de production à faible consommation d'intrants, auxquels la recherche européenne devrait donner une plus grande priorité, auraient un intérêt particulier pour l'agriculture en développement.

La protection des ressources forestières en Europe

65. La Conférence s'est félicitée de l'initiative du Directeur général d'inscrire un point aussi important à son ordre du jour et a estimé que le document ERC/84/5 faisait un tour très complet de la question.

66. La Conférence a été informée des activités forestières des différents pays de la Région, des problèmes de protection des forêts et des mesures prises pour les surmonter.

67. La Conférence s'est inquiétée de la gravité des menaces que la pollution atmosphérique, les incendies, les insectes, les maladies et des conditions météorologiques adverses font peser, séparément ou en combinaison, sur les ressources forestières.

68. La Conférence a noté l'aggravation provoquée par l'effet synergique de tous ces facteurs et a estimé que cela illustre le danger d'une nouvelle détérioration de la qualité de la vie de l'homme et de la situation d'autres secteurs de l'activité humaine tels que l'agriculture, le maintien de la qualité des aliments et de l'eau et la conservation de la faune sauvage et des populations de poissons.

69. La Conférence est convenue que la nature de ces problèmes exige un renforcement de la coopération internationale, notamment dans le cadre des organismes et mécanismes existants tels que la Commission européenne des forêts, ses groupes de travail et la Commission économique pour l'Europe, en particulier son Comité du bois.

70. La Conférence a pris note de l'importance du problème des incendies de forêts dans les pays méditerranéens et a suggéré que la FAO réactive "Sylva Mediterranea" en tant que cadre approprié pour l'examen des besoins particuliers de ces pays. Elle a formé le vœu que cet examen aboutisse à des programmes coordonnés visant à résoudre des problèmes communs.

71. La Conférence est convenue que la FAO est pour les pays européens un cadre approprié pour examiner les questions se rapportant à la protection des ressources forestières et pour échanger des informations à ce sujet.

72. La Conférence a recommandé que la FAO tienne compte comme il convient de l'importance de la protection des ressources forestières européennes dans ses futurs programmes.

73. La Conférence a adopté à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution 1/84

Conservation et protection des ressources forestières

La quatorzième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe, réunie à Reykjavik

- Convaincue que la conservation des forêts est devenue l'un des plus grands problèmes écologiques de notre temps;
- Profondément préoccupée par la dégradation des forêts qui est déjà perceptible et qui, dans certaines régions, s'est aggravée de manière alarmante, ainsi que par la menace que cette dégradation de l'environnement fait peser sur la qualité de la vie;
- Consciente que les incendies sont le phénomène qui provoque le plus de dégâts dans les forêts méditerranéennes et que cette question préoccupe de plus en plus les pays de cette sous-région européenne;
- Consciente que la pollution atmosphérique, seule ou en combinaison avec les insectes, les maladies ou des conditions météorologiques adverses, constitue une nouvelle et grave menace globale pour l'environnement;
- Consciente que la dégradation des ressources forestières sous l'effet de ces facteurs combinés illustre le danger d'une nouvelle détérioration future de la qualité de la vie de l'homme et de la situation d'autres secteurs de l'activité humaine tels que l'agriculture, le maintien de la qualité des aliments et de l'eau et la conservation de la faune sauvage et des populations de poissons;
- Notant que la Convention de Genève sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance constitue déjà un instrument pour la réduction de la pollution atmosphérique transfrontière;
- Croyant que la coopération internationale pour la lutte contre la dégradation des forêts doit se renforcer et que les mesures nationales destinées à réduire les dommages provoqués par tous ces facteurs doivent se poursuivre et avoir un caractère hautement prioritaire;
- Se félicite des travaux entrepris dans le contexte de la Convention de Genève sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance et s'engage à continuer à les appuyer;

- Propose que les nouvelles mesures prises en vue d'élaborer des stratégies nationales et internationales à long terme pour réduire substantiellement ces dommages soient renforcées par une action concrète, législative ou autre;
- Recommande que les recherches et les technologies visant à réduire la pollution atmosphérique et les autres dommages soient en permanence encouragées, améliorées, développées et mises en oeuvre afin de préserver la qualité de l'air ambiant et de l'environnement;
- Demande à tous les pays de sensibiliser l'opinion publique à l'importance extraordinaire des forêts pour la qualité de la vie et la sauvegarde de l'environnement et d'intensifier leurs efforts d'éducation et de formation techniques dans ce domaine;
- Recommande que la coopération entre la FAO et la Commission économique pour l'Europe se renforce encore dans tous les domaines concernant la conservation et la protection des ressources forestières;
- Recommande que le neuvième Congrès forestier mondial qui doit se réunir au Mexique en juillet 1985 traite d'une manière intégrée des problèmes de pollution et autres menaces qui pèsent sur les ressources forestières, sur l'environnement et sur la qualité de la vie;
- Recommande que le Directeur général étudie la possibilité de faire de la forêt un thème de préoccupation mondiale en 1985 et présente des propositions correspondantes au Conseil de la FAO en novembre 1984.

Suivi de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural (CMRADR)

74. La Conférence a pris note avec beaucoup d'intérêt du rapport présenté à ce sujet dans le document ERC/84/6. Plusieurs délégations ont décrit dans le détail les programmes de réforme agraire et de développement rural de leurs pays et ont offert de mettre leur expérience à la disposition des pays en développement. D'autres délégations ont fait état de leur collaboration fructueuse avec les pays en développement dans cet important domaine.

75. Les délégations qui sont intervenues dans ce débat ont insisté sur la grande importance de cette question et ont regretté que les programmes destinés à donner suite à la CMRADR ne progressent pas plus vite au niveau national. Un appel a été lancé pour trouver plus de donateurs pour le Programme d'action de la CMRADR et la réorientation actuelle du Programme de travail et budget de la FAO en faveur du développement rural a été notée à la satisfaction générale. L'espoir a été formulé que cette tendance se poursuive.

76. L'accent a notamment été mis sur la participation des femmes et de la population en général au développement rural et sur les programmes de formation des jeunes. En ce qui concerne le premier point, l'importance de faire profiter les pays en développement de l'expérience des pays européens dans le domaine de la pluriactivité a été réaffirmée.

77. L'initiative du Directeur général de consacrer la Journée mondiale de l'alimentation, en octobre 1984, aux femmes dans l'agriculture a été appréciée et a bénéficié d'un soutien général.

78. La délégation de la Bulgarie a invité tous les Etats Membres à participer à la deuxième session du Groupe de travail sur la femme et la famille agricole dans le développement rural, qui se tiendra à Sofia du 1er au 5 octobre 1984.

79. La délégation de l'Espagne a invité le Groupe de travail sur la femme et la famille agricole dans le développement rural à tenir sa troisième session dans son pays en 1986.

Représentation de la région au Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)

80. La Conférence a réélu la Roumanie pour la période biennale 1985-86 et a élu le Portugal pour la période quadriennale 1985-88.

81. Il a été décidé qu'un pays serait élu pour une période de quatre ans à chaque Conférence régionale pour l'Europe.

CONCLUSIONS

Adoption du rapport

82. Sous réserve de quelques amendements, le projet de rapport a été adopté par la Conférence.

Lieu et date de la quinzième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe

83. Le Ministre turc de l'agriculture a officiellement invité la quinzième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe dans son pays en 1986.

84. Le Ministre polonais de l'agriculture a transmis l'invitation de son gouvernement qui souhaite accueillir la seizième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe en 1988.

85. Le délégué d'Israël a déclaré que son gouvernement souhaitait accueillir l'une des prochaines sessions de la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe.

Clôture de la Conférence

86. Le Directeur général s'est félicité que des représentants de haut niveau aient participé à cette conférence dont les travaux ont été très fructueux et il a espéré que cela entraînerait un regain d'intérêt pour les activités de la FAO en Europe. Il s'est également félicité que l'on ait beaucoup parlé des besoins des pays en développement au cours des débats, ce qui correspond tout à fait au principal souci de la FAO. Le Directeur général a indiqué qu'il était déterminé à donner suite aux recommandations de la Conférence dans les futurs programmes de travail de l'Organisation. Enfin, il a chaleureusement remercié la Présidente, le Gouvernement et la population de l'Islande pour l'excellente organisation de la Conférence et pour leur exceptionnelle hospitalité.

87. Au nom des participants, les délégations de l'Autriche, de la Belgique, de Chypre, de l'Irlande et de la Tchécoslovaquie, ainsi que l'observateur du PNUD, ont remercié très chaleureusement le pays hôte pour les conditions dans lesquelles s'était déroulée la Conférence et se sont félicités de la qualité des documents et des débats.

88. Ces délégations, ainsi que le Directeur général, ont tenu à rendre un hommage particulier aux qualités professionnelles et humaines exceptionnelles de M. S. Stampach, qui quitte ses fonctions de Représentant régional de la FAO pour l'Europe, et lui ont adressé leurs meilleurs vœux de succès et de bonheur dans ses futures fonctions et dans sa vie privée.

ORDRE DU JOUR

I. INTRODUCTION

1. Ouverture de la Conférence
2. Election du Président et des Vice-Présidents
3. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

II. DECLARATIONS

4. Déclaration du Directeur général
5. Déclaration du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe
6. Débat général sur la situation alimentaire et agricole en Europe
7. Rapport du Représentant régional de la FAO sur:
 - a) les activités de la FAO en Europe, y compris les suites données aux principales recommandations de la treizième Conférence régionale pour l'Europe
 - b) le Programme de travail et budget 1984-85 dans la région

III. QUESTIONS CHOISIES AYANT TRAIT AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL

8. La recherche à l'appui des politiques agricoles en Europe
9. La protection des ressources forestières d'Europe
10. Rapport sur le suivi de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural (CMRADR)
11. Représentation de la région au Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)

IV. CONCLUSIONS

12. Lieu et date de la quinzième Conférence régionale pour l'Europe
13. Adoption du rapport
14. Clôture de la Conférence

LIST OF DELEGATES AND OBSERVERS
LISTE DES DELEGUES ET OBSERVATEURS
LISTA DE DELEGADOS Y OBSERVADORES

Chairman	:	
Président	:	Jón HELGASON (Iceland)
Presidente	:	
Vice-Chairmen	:	Günter HAIDEN (Austria)
Vice-Présidents	:	Jenő VANCSA (Hungary)
Vicepresidentes	:	Paul CONNAUGHTON (Ireland)
		Manual D. SOARES COSTA (Portugal)

MEMBER NATIONS IN THE REGION
ETATS MEMBRES DE LA REGION
ESTADOS MIEMBROS DE LA REGION

ALBANIA - ALBANIE

Délégué
 Stavri RISTA Tirana
 Vice-Ministre de l'agriculture

Adjoint
 Arben PAPANISTO Tirana
 Ministère de l'agriculture

AUSTRIA - AUTRICHE

Delegate
 Günter HAIDEN Vienna
 Federal Minister of Agriculture
 and Forestry

Alternates
 Robert STEINER Vienna
 Director-General
 Federal Ministry of Agriculture
 and Forestry

Edwin PLATTNER Vienna
 Director-General
 Federal Ministry of Agriculture
 and Forestry

Hermann REDL Vienna
 Director
 Federal Ministry of Agriculture
 and Forestry

BELGIUM - BELGIQUE - BELGICA

Délégué
 Roger MARTIN Rome
 Ambassadeur auprès de la FAO
 (Représentation permanente de la
 Belgique auprès de la FAO)

BULGARIA - BULGARIE

Délégué
 Yovcho RUSSEV Sofia
 Vice-Ministre de l'agriculture

BULGARIA - BULGARIE

Suppléants
 Svetlozar PANOV Sofia
 Ministère des affaires étrangères

Svetla TASKOVA Sofia
 Ministère de l'agriculture

CYPRUS - CHYPRE - CHIPRE

Delegate
 Demetrios CHRISTODOULOU Nicosia
 Minister for Agriculture and
 Natural Resources

Alternates
 Andreas PAPASALOMONTOS Nicosia
 Director-General
 Ministry of Agriculture and
 Natural Resources

Fotis POULIDES Rome
 Ambassador of Cyprus to FAO

Associate
 C.N. LOIZIDES Nicosia
 Agricultural Officer
 Ministry of Agriculture and
 Natural Resources

CZECHOSLOVAKIA - TCHÉCOSLOVAQUIE - CHECOSLOVAQUIA

Delegate
 Anton KOVACIK Prague
 Federal Research Institute of
 Crop Sciences

Alternate
 Josef RAJCHART Reykjavik
 Chargé d'affaires a.i.
 Embassy of the Czechoslovak
 Socialist Republic

DENMARK - DANEMARK - DINAMARCA

Delegate
Hans Jørgen KRISTENSEN
Permanent Secretary of State
Ministry of Agriculture
Copenhagen

Alternate
John GLISTRUP
Permanent Representative of
Denmark to FAO
Rome

Advisors
Hakon FRØLUND
Chief, Danish National Forest
Service
Klampenborg

Ib SKOVGAARD
Chief of Division
Danish Farmers Union
Copenhagen

Inge STEEN JENSEN
Head of Division
Ministry of Agriculture
Copenhagen

FINLAND - FINLANDE - FINLANDIA

Delegate
Reinu URONEN
Secretary-General
Ministry of Agriculture and
Forestry
Helsinki

Alternate
Antti NIKKOLA
Chairman of the National FAO
Committee
Ministry of Agriculture and
Forestry
Helsinki

FRANCE - FRANCIA

Délégué
Jacques POSIER
Ambassadeur auprès de l'OAA
(Représentation permanente de la
France auprès de l'OAA)
Rome

Suppléant
Pierre ELMANOWSKY
Secrétaire adjoint du Comité inter-
ministériel pour l'agriculture et
l'alimentation
Paris

Conseillers
Francis RINVILE
Directeur des forêts
Ministère de l'agriculture
Paris

Maurice ARNOUX
Directeur adjoint de recherches
Institut National de la
Recherche Agronomique
Montpellier

GERMANY, FEDERAL REPUBLIC OF -
ALLEMAGNE, REPUBLIQUE FEDERALE D' -
ALEMANIA, REPUBLICA FEDERAL DE

Delegate
Georg CALLUS
Parliamentary State Secretary
Federal Ministry of Food, Agriculture
and Forestry
Bonn

GERMANY, FEDERAL REPUBLIC OF -
ALLEMAGNE, REPUBLIQUE FEDERALE D' -
ALEMANIA, REPUBLICA FEDERAL DE

Alternates
Lothar LAHN
Ambassador, Permanent Representative
to FAO
Rome

Wolfgang A.F. GRABISCH
Head of Division, International
Agricultural Organizations
Federal Ministry of Food,
Agriculture and Forestry
Bonn

Martin SCHALASTER
Assistant Head of Division
Federal Ministry of Food, Agriculture
and Forestry
Bonn

Heinz PALLASCH
Counsellor
Embassy of the Federal Republic
of Germany
Reykjavik

GREECE - GRECE - GRECIA

Délégué
Panayotis SCALIERIS
Ambassadeur de Grèce auprès de la FAO
Rome

Suppléants
Spyros KYRITSIS
Professeur, Université de
l'agriculture
Athènes

N. SALTAS
Représentant permanent adjoint de
la Grèce auprès de la FAO
Rome

Adjoint
Eva KOKKINO
Economiste
Ministère de l'agriculture
Athènes

HUNGARY - HONGRIE - HUNGRIA

Delegate
Jenő VANCSA
Minister of Agriculture and Food
Budapest

Alternates
Ivan MUNKA
Secretary-General, Hungarian
National FAO Committee
Budapest

Lajos ZELKO
Permanent Representative of
Hungary to FAO
Rome

Advisors
Mária GALVOLGYI
Economist
Ministry of Agriculture and Food
Budapest

Ferenc SZOKOL
First Secretary
Ministry of Foreign Affairs
Budapest

Ferenc NYUJTO
Secretary to the Minister
Ministry of Agriculture and Food
Budapest

ICELAND - ISLANDE - ISLANDIA

Delegate
 Jón HELGASON Reykjavik
 Minister of Agriculture

Alternates
 Sveinbjörn DAGFINNSSON Reykjavik
 Secretary-General
 Ministry of Agriculture
 Chairman, Icelandic National FAO Committee

Thorsteinn GEIRSSON Reykjavik
 Secretary-General
 Ministry of Fisheries

Thorsteinn INGOLFSSON Reykjavik
 Minister Counsellor
 Ministry of Foreign Affairs

Gunnar OLAFSSON Reykjavik
 Director, Agricultural Research
 Institute

Sigurdur BLONDAL Reykjavik
 Director of Forestry

Jonas JONSSON Reykjavik
 Director
 The Agricultural Society of Iceland

Sturla FRIDRIKSSON Reykjavik
 Head of Division, Agricultural
 Research Institute

Helgi GISLASON Reykjavik
 Counsellor
 Ministry for Foreign Affairs

Sigridur SNAEVARR Reykjavik
 Counsellor/Press Officer
 Ministry for Foreign Affairs

IRELAND - IRLANDE - IRLANDA

Delegate
 Paul CONNAUGHTON Dublin
 Minister of State for Agriculture

Alternates
 Patrick Joseph O'DONOGHUE Dublin
 Chairman, National FAO Committee
 Department of Agriculture

Nuala RAYEL Rome
 Deputy Permanent Representative
 of Ireland to FAO

Agnes GANNON Dublin
 Head of Socio-Economic Advisory Service
 Council for Development and Agriculture

Advisor
 Michael KELLY Dublin
 Department of Agriculture

ISRAEL

Delegate
 Samuel POHORYLES Jerusalem
 Professor, Director of Rural Planning
 and Development Authority
 Ministry of Agriculture

ITALY - ITALIE - ITALIA

Délégué
 Giulio SANTARELLI Rome
 Sous-secrétaire d'état
 Ministère de l'agriculture et des forêts

Suppléants
 Marco FANCISCI DI BASCHI Rome
 Ambassadeur auprès de la FAO

Franco FERRETTI Oslo
 Ambassadeur de l'Italie auprès de
 l'Islande

Manlio MARIANI Rome
 Ministère de l'agriculture et des forêts

Paola IMPERIALE Rome
 Premier Secrétaire
 Représentation permanente de l'Italie
 auprès de la FAO

Adjoint
 Giuseppe PRICOLO Rome
 Chef de Division
 Ministère de l'agriculture et des forêts

Conseiller
 Aldo CIULLA Rome
 Chef du Secrétariat du Sous-secrétaire
 d'état
 Ministère de l'agriculture et des forêts

NETHERLANDS - PAYS-BAS - PAISES BAJOS

Delegate
 Leonardus HERTOOG Rome
 Permanent Representative of the
 Netherlands to FAO

Alternates
 Nicolaas SLOT The Hague
 Policy Advisor
 Ministry of Agriculture and Fisheries

D. DE ZEEUW The Hague
 Director, Agricultural Research
 Ministry of Agriculture and Fisheries

E.M. LAMMERTS VAN BUEREN The Hague
 State Forestry Service

NORWAY - NORVEGE - NORUEGA

Delegate
 Finn T. ISAKSEN Oslo
 Minister of Agriculture

Per Harald GRUE Oslo
 Director of Agriculture
 Ministry of Agriculture

Oluf AALDE Oslo
 Director of Forests

Mona Elisabeth BROTHER Oslo
 Counsellor
 Ministry of Foreign Affairs

POLAND - POLOGNE - POLONIA

Delegate
Stanislaw ZIEBA Warsaw
Minister of Agriculture and Food
Economy

Alternate
Malgorzata PIOTROWSKA Warsaw
Senior Specialist
Polish National FAO Committee
Ministry of Agriculture and Food Economy

Associate
Dariusz MANCZYK Warsaw
Department of International Organizations
Ministry of Foreign Affairs

PORTUGAL

Delegate
Manuel DIAS SOARES COSTA Lisbon
Minister of Agriculture, Forestry
and Food

Alternate
José Eduardo MENDES FERRÃO Lisbon
President, National FAO Committee
Ministry of Foreign Affairs

Associates
Manuel Antonio CORREA DE PINHO Lisbon
Agronomist
Ministry of Agriculture, Forestry
and Food

Maria José P.B. CORREIA NABAIS
DOMINGOS Lisbon
Assistant to Minister
Ministry of Agriculture, Forestry
and Food

ROMANIA - ROUMANIE - RUMANIA

Délégué
Adrian NICOLAE Bucarest
Conseiller du Ministre de l'agriculture
et de l'industrie alimentaire

Suppléant
Nicolae DIMITRIU Bucarest
Secrétaire général du Comité national
roumain de la FAO
Ministère de l'agriculture et de
l'industrie alimentaire

SPAIN - ESPAGNE - ESPAÑA

Delegado
Adolfo MARTINEZ GIMENO Madrid
Director General de Investigación y
Capacitación Agrarias
Ministerio de Agricultura, Pesca y
Alimentación

Suplentes
José GARCIA DEL CASTILLO Madrid
Jefe de Organismos y Conferencias
Internacionales
Ministerio de Agricultura, Pesca y
Alimentación
Francisco J.F. DE ANA MAGAN Roma
Representante Permanente Adjunto
ante la FAO

SPAIN - ESPAGNE - ESPAÑA (cont.)

Suplente
Mario GOMEZ PEREZ Madrid
Subdirector General
Instituto Nac. de Investigaciones Agrarias

SWEDEN - SUEDE - SUECIA

Delegate
Arne KARDELL Stockholm
Under-Secretary of State
Ministry of Agriculture

Alternates
Ingvar WIDEN Stockholm
Director-General
Ministry of Agriculture

Astrid BERGQUIST Stockholm
Secretary-General, National
FAO Committee
Ministry of Agriculture

Claes SENNING Stockholm
Assistant Under-Secretary
Ministry of Agriculture

Hans-Otto DUSELIUS Stockholm
Head of Division
National Board of Agriculture

Carl-Henrik LAGERFELT Stockholm
Head of Division
Ministry of Agriculture

SWITZERLAND - SUISSE - SUIZA

Délégué
Jean-Claude PIOT Berne
Director de l'Office fédéral de
l'agriculture

Suppléant
Hans POPP Berne
Sous-directeur de l'Office fédéral
de l'agriculture

Adjoint
Peter WIESMANN Rome
Représentant permanent adjoint de
la Suisse auprès de la FAO

Conseillers
Igor MARINCEK Berne
Secrétaire du Comité national suisse
de la FAO

Walter BOSSHARD Birmensdorf
Director, Swiss Federal Institute
of Forestry Research

TURKEY - TURQUIE - TURQUIA

Delegate
Hasnu DOGAN Ankara
Minister of Agriculture, Forestry
and Rural Affairs

Alternates
Nazmi DEMIR Ankara
Deputy Under-Secretary
Ministry of Agriculture, Forestry
and Rural Affairs

Erdinc KARASAPAN Rome
Permanent Representative of Turkey to FAO

TURKEY - TURQUIE - TURQUIA (Cont'd.)

Associates

Hasim OGUT Rome
Alternate Permanent Representative
of Turkey to FAO

Mehmet IHTIYAROGU Ankara
Assistant Director, Research
Coordination and Planning Office
Ministry of Agriculture, Forestry
and Rural Affairs

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI - REINO UNIDO

Delegate

Patricia WEST London
Principal Officer
Ministry of Agriculture, Fisheries and Food

Advisor

A.J. GRAYSON London
Director of Research and Development
Forestry Commission
Ministry of Agriculture, Fisheries
and Food

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Delegate

Milorac STANOJEVIC Belgrade
President of the Federal Committee
for Agriculture

Alternate

Milutin TAPAVICKI Rome
Minister Plenipotentiary
Permanent Representative of the
Socialist Federal Republic of
Yugoslavia to FAO

Advisor

Julijana MILUTINOVIC Belgrade
Interpreter
Federal Executive Council of the
Socialist Federal Republic of Yugoslavia

OBSERVER NATIONS - ETATS OBSERVATEURS - ESTADOS OBSERVADORES

FAO Member Nations from other regions
Etats Membres de la FAO d'autres régions
Estados Miembros de la FAO de otras regiones

UNITED STATES OF AMERICA - ETATS-UNIS D'AMERIQUE - ESTADOS UNIDOS DE AMERICA

Max L. WITCHER Washington D.C.
Director, International Organizations
Affairs Division
Office of International Cooperation
and Development
United States Department of Agriculture

James LEDESMA Reykjavik
Embassy of the United States of America

HOLY SEE - SAINT-SIEGE - SANTA SEDE

Alberto TRICARICO Copenhagen
Counsellor
The Apostolic Nunciature in Scandinavia

Lambert TERSTROET Gardabaer
Iceland

REPRESENTATIVES OF THE UNITED NATIONS AND SPECIALIZED AGENCIES
REPRESENTANTS DES NATIONS UNIES ET DES INSTITUTIONS SPECIALISEES
REPRESENTANTES DE LAS NACIONES UNIDAS Y ORGANISMOS ESPECIALIZADOS

UNITED NATIONS ECONOMIC COMMISSION FOR EUROPE (ECE)
COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE (CEE)
COMISION ECONOMICA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EUROPA (CEPE)

Klaus A. SAHLGREN
Executive Secretary
Geneva

UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME (UNDP)
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD)
PROGRAMA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EL DESARROLLO (PNUD)

J. Peter PRINS .
Chief, Unit for Europe
United Nations Development Programme
New York

INTERNATIONAL LABOUR OFFICE (ILO)
ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT)
ORGANIZACION INTERNACIONAL DE TRABAJO (OIT)

Jan S. SØRENSEN
Programme and Planning Officer
International Labour Office
Geneva

WORLD HEALTH ORGANIZATION (WHO)
ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (OMS)
ORGANIZACION MUNDIAL DE LA SALUD (OMS)

J. Ian WADDINGTON
Director, Environmental Health Service
World Health Organization Regional
Office for Europe
Copenhagen

INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY (IAEA)
AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE (IAEA)
ORGANISMO INTERNACIONAL DE ENERGIA ATOMICA (OIEA)

Bjorn SIGURBJONSSON
Director
Joint FAO/IAEA Division of Isotope and
Radiation Applications of Atomic Energy
for Food and Agricultural Development
Vienna

OBSERVERS FROM INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES
OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES INTERGUBERNAMENTALES

EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY (EEC)
COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE)
COMUNIDAD ECONOMICA EUROPEA (CEE)

Gilles DESESQUELLES
Administrateur
Direction général de l'agriculture
Bruxelles

Uwe HESSE
Chef de Division
Conseil des Communautés européennes
Bruxelles

ORGANIZATION FOR ECONOMIC COOPERATION AND DEVELOPMENT (OECD)
ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OCDE)
ORGANIZACION DE COOPERACION Y DESARROLLO ECONOMICOS (OCDE)

Albert SIMANTOV
Director for Food, Agriculture and Fisheries
Organization for Economic Cooperation and Development
Paris

NORDIC COUNCIL OF MINISTERS
CONSEIL DES MINISTRES DES PAYS NORDIQUES
CONSEJO DE MINISTROS DE PAISES NORDICOS

Poul Andersen
Consultant
Nordic Council of Ministers
Oslo

Hannu VESA
Counsellor
Nordic Council of Ministers
Oslo

OBSERVERS FROM NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES
OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES

ASSOCIATED COUNTRYWOMEN OF THE WORLD (ACWW)
UNION MONDIALE DES FEMMES RURALES
UNION MUNDIAL DE MUJERES DEL CAMPO

Stefania M. PETURSDOTTIR
Vice-President for the Icelandic Women
Association
Reykjavik

INTERNATIONAL CHAMBER OF COMMERCE (ICC)
CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALES (CCI)
CAMARA DE COMERCIO INTERNACIONAL (CCI)

Arni ARNASON
Secretary-General of the Iceland
Group of the ICC
Reykjavik

Lilja VIDARSDOTTIR
Office Manager of the Iceland
Group of the ICC
Reykjavik

INTERNATIONAL COMMISSION OF AGRICULTURAL ENGINEERING (ICAE)
COMMISSION INTERNATIONALE DU GENIE RURALE (CIGR)
COMISION INTERNACIONAL DE INGENIERIA RURAL

Gunnar M. JONASSON
Director
CIGR
Reykjavik

INTERNATIONAL FEDERATION OF AGRICULTURAL PRODUCERS (IFAP)
FEDERATION INTERNATIONALE DES PRODUCTEURS AGRICOLES (FIPA)
FEDERACION INTERNACIONAL DE PRODUCTORES AGRICOLAS (FIPA)

Ingí TRYGGVASON
Stettarsamband Baenda
Reykjavik

INTERNATIONAL UNION OF FAMILY ORGANIZATIONS (IUFO)
UNION INTERNATIONALE DES ORGANISMES FAMILIAUX (UIOF)
UNION INTERNACIONAL DE ORGANISMOS FAMILIARES (UIOF)

André DUFFAURE
Président de la Commission rurale
Union internationale des organismes familiaux
Paris

INTERNATIONAL UNION OF FORESTRY RESEARCH ORGANIZATIONS (IUFRO)
UNION INTERNATIONALE DES INSTITUTS DE RECHERCHES FORESTIERES
UNION INTERNACIONAL DE ORGANIZACIONES DE INVESTIGACION FORESTAL

Walter BOSSSHARD

WORLD FEDERATION OF TRADE UNIONS (WFTU)
FEDERATION SYNDICALE MONDIALE (FSM)
FEDERACION SINDICAL MUNDIAL (FSM)

Denis BONVALOT
Chef du Secrétariat de l'Europe
Prague

CONFERENCE SECRETARIAT
SECRETARIAT DE LA CONFERENCE
SECRETARIA DE LA CONFERENCIA

Conference Secretary
B. BIET

Reports Officer
E.L. LITTMANN

Conference Affairs Officer
G. TEDESCO

Information Officer
H. VON LOESCH

FAO STAFF - FONCTIONNAIRES DE LA FAO - FUNCIONARIOS DE LA FAO

E. SAOUMA
Director-General

J.P. LANLY
Director, Forest Resources Division

E.M. WEST
Deputy Director-General

P. MEHSL
Director, Joint ECE/FAO Agriculture and
Timber Division

S. STAMPACH
Regional Representative for Europe

M. ZJALIC
Assistant Regional Representative for Europe

D.F.R. BOMMER
Assistant Director-General
Agriculture Department

O. FENESAN
Senior Officer, Regional Office for Europe

M.A. FLORES RODAS
Assistant Director-General
Forestry Department

A.R. BITTAR
Officer-in-Charge, Special Programmes
Liaison Service, DDFS

B. SIGURBJORNSSON
Director, Joint FAO/IAEA Division of Isotope
and Radiations Applications of Atomic
Energy for Food and Agricultural Development

Ms D. MORO
Personal Assistant to the Director-General

R. MORENO ROJAS
Director, Human Resources, Institutions and
Agrarian Reform Division

Mr S. DE MISTURA
Attaché de Cabinet, Office of the
Director-General

S. LINNER
Consultant

F. RAYMOND
Consultant

LISTE DES DOCUMENTS

		<u>Point de l'ordre du jour</u>
ERC/84/1	Ordre du jour provisoire annoté	3
ERC/84/2	Activités de la FAO en Europe, et notamment mesures prises pour donner suite aux principales recommandations de la treizième Conférence régionale pour l'Europe	7
ERC/84/3	Programme de travail et budget de la FAO pour 1984-85 dans la région	7
ERC/84/4	La recherche à l'appui des politiques agricoles en Europe	8
ERC/84/5	La protection des ressources forestières d'Europe	9
ERC/84/6	Rapport sur l'état d'avancement du suivi de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural	10
ERC/84/7	Représentation de la Région au GCRAI	11
<u>Série ERC/84/ INF</u>		
ERC/84/INF/1	Note d'information	
ERC/84/INF/2	Calendrier provisoire	
ERC/84/INF/3	Liste provisoire des documents	
ERC/84/INF/4	Liste provisoire des participants	

DECLARATION DU DIRECTEUR GENERAL A L'OUVERTURE DE LA CONFERENCE

Monsieur le Président, la Conférence régionale pour l'Europe est particulièrement heureuse de se réunir dans ce pays extraordinaire.

Hommage au pays hôte

Bien que peu nombreux, les Islandais ont apporté des contributions remarquables à la culture non seulement européenne, mais aussi mondiale. En fait, nous pouvons voir ici comment l'homme a relevé le défi de conditions naturelles extrêmement ingrates et a réussi à donner le jour à une civilisation de tout premier ordre. En ce qui concerne les activités qui intéressent au premier chef la FAO, l'exploitation intrépide des mers a permis de suppléer aux problèmes rencontrés par l'agriculture, et ce pays joue depuis longtemps un rôle d'avant-garde dans la communauté mondiale des pêcheurs.

Nous avons déjà pu constater - et nous continuerons certainement à le faire - le contraste frappant et réconfortant qui existe entre la chaleur de l'hospitalité islandaise et le climat qui règne ici durant une grande partie de l'année. Les dispositions qui ont été prises en vue de notre réunion sont en tous points excellentes. Je me permets de vous demander, Monsieur le Président, de transmettre au Gouvernement islandais nos sincères remerciements pour tout ce qu'il a fait pour nous.

Première réunion dans un pays nordique

Ce n'est pas seulement la première réunion de la Conférence régionale en Islande: c'est aussi la première qui se tienne dans un pays nordique. Les nations nordiques comptent depuis de nombreuses années parmi celles qui se sont engagées à fond dans la voie de la coopération avec les pays en développement et qui leur fournissent une assistance pratique très généreuse. La FAO a, je crois pouvoir l'affirmer, des relations spéciales avec ces pays, comme en témoignent le volume considérable des projets multi-bilatéraux que nous exécutons et nos nombreuses autres formes de coopération avec eux. Je compte bien que cette réunion nous donnera l'occasion de resserrer encore ces liens.

Contexte général de la Conférence régionale

Cette conférence se déroule, encore plus que d'habitude, sur une toile de fond très contrastée: il y a des raisons d'espérer et des motifs de préoccupation.

Selon les estimations de la FAO, les stocks mondiaux de céréales, à la fin de la campagne 1984/85, vont légèrement augmenter pour atteindre un niveau correspondant à 18 pour cent environ de la consommation annuelle. Ce chiffre se situe à l'intérieur de la fourchette que nous jugeons nécessaire pour la sécurité alimentaire mondiale. Pour l'instant, il n'y a donc pas lieu de prévoir une contraction des disponibilités mondiales.

Dans certains pays, surtout ceux à déficit alimentaire et à faible revenu, la situation semble beaucoup moins rassurante. L'Afrique connaît maintenant sa troisième année consécutive de sécheresse et je demande à nouveau aux donateurs d'aide de se préparer à secourir les pays affligés. Nous estimons que la production céréalière dans les pays à déficit alimentaire et à faible revenu pourrait n'augmenter que de 1 pour cent au total cette année, chiffre bien inférieur à la croissance démographique.

Les problèmes de l'Afrique ont été longuement discutés lors de la Conférence régionale pour l'Afrique et le Conseil de la FAO aura l'occasion d'examiner la Déclaration de Harare qui a été adoptée à cette occasion. Les facteurs qui sont à l'origine de la crise africaine sont bien connus aujourd'hui: sols médiocres, climat ingrat, croissance démographique accélérée, urbanisation rapide, manque de qualifications et,

bien souvent, politiques peu favorables à l'agriculture. D'où une série de problèmes qui ne seront résolus ni facilement, ni rapidement et certainement pas sans une aide continue et généreuse de la part de la communauté internationale.

J'espère que la Conférence régionale n'oubliera pas combien la sécurité alimentaire de nombreux pays pâtit de la crise économique actuelle. La possibilité d'importer les aliments nécessaires dépend le plus souvent des occasions de négoce. Dans un contexte plus large, le recul de la malnutrition exige une amélioration générale des niveaux de vie qui dépend à son tour de la réussite des grands programmes de développement économique et social. Le succès du développement exige évidemment des efforts importants et soutenus de la part des pays concernés, mais il nécessite aussi un climat économique mondial suffisamment favorable. Ce climat dépend à la fois des événements et des comportements. Les nations riches, en Europe et ailleurs, recherchent naturellement tout d'abord la prospérité de leurs propres ressortissants, mais elles ont aussi la lourde responsabilité de faire ce qu'elles peuvent pour améliorer le sort des pays pauvres.

Pour ne citer que deux exemples, la solution du problème de l'endettement, spécialement en Amérique latine, et l'attitude des pays développés face aux pressions qui s'exercent en faveur du protectionnisme peuvent avoir de profondes répercussions sur nombre des populations déshéritées du globe.

J'espère donc que les Ministres - dont la présence ici me réjouit particulièrement - se feront, dans leurs instances nationales, les avocats d'une approche mûrement réfléchie au problème de la misère dans le monde. Que les conséquences soient au moins soigneusement analysées avant la prise de toute décision.

La situation en Europe

Ce sont toutefois les problèmes européens plutôt que mondiaux qui retiendront particulièrement notre attention durant ces prochains jours.

L'Europe est peut-être encore moins homogène que les autres régions et toute tentative de généralisation est risquée. Mais on peut dire, sans crainte de se tromper, je crois, qu'un tournant important a été pris dans une grande partie de la région.

A la lumière de l'expérience des quarante dernières années en Europe, nous pouvons distinguer sommairement dans le développement agricole deux phases, qui seront maintenant peut-être suivies d'une troisième. La première a consisté surtout à accroître la production agricole. C'est évidemment la phase où se trouvent encore la quasi-totalité des pays en développement et qui a caractérisé l'agriculture européenne au cours des premières années d'après-guerre.

Nous entrons dans la seconde phase quand les mesures visant à soutenir les revenus agricoles commencent à jouer un rôle majeur. Le problème consiste naturellement à le faire sans créer d'excédents et sans entraîner un transfert excessif de ressources en faveur du secteur agricole.

Aucune solution définitive n'a été apportée à cette série de problèmes. Il est facile d'accepter le principe, énoncé par cette Conférence à Munich il y a douze ans, selon lequel "les politiques de prix agricoles devraient être conçues avant tout pour orienter la production en tenant compte des possibilités des marchés, et non pour soutenir les exploitations à faible revenu". Mais il peut devenir pratiquement impossible d'harmoniser les prix en fonction des marchés et des revenus, et cela pour des raisons politiques, comme la Communauté européenne l'a constaté à ses dépens. On ne peut pas dire non plus que les formules adoptées en Amérique du Nord et au Japon, malgré leur succès relatif, représentent une solution définitive.

Vers une troisième phase de développement agricole?

La possibilité que s'ouvre une troisième phase de développement devient aujourd'hui plus qu'une simple hypothèse, maintenant que la Communauté a introduit des contingents pour la production laitière. Cette décision, qui impose des limitations

effectives de la production venant s'ajouter aux politiques de prix, marque au moins un changement d'atmosphère. A plus long terme, elle pourrait préfigurer une approche plus rationnelle des problèmes auxquels devra probablement faire face une économie agricole fortement développée, durant les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix.

Si cette troisième phase de développement commençait réellement à prendre forme, elle pourrait modifier en profondeur les comportements et les technologies. L'agriculteur ne rechercherait plus une productivité maximum; il s'efforcerait plutôt d'atteindre un niveau prédéterminé de production à un coût économique et écologique minimum. Cela conduira-t-il à délaissier l'agriculture à fort coefficient de capitaux et de moyens de production? Il est beaucoup trop tôt pour le dire. Mais je me plais à penser que cela pourrait au moins inciter les chercheurs, dans les pays riches, à se pencher sur des problèmes qui ne sont pas sans analogie avec ceux que rencontrent de nombreux pays en développement.

La Conférence aura l'occasion d'examiner cette question plus à fond dans le cadre du point 8 de l'ordre du jour.

Problèmes de l'Europe orientale

En Europe orientale, le problème dominant reste celui de la production de quantités suffisantes de céréales fourragères. Les différences peuvent être à première vue plus frappantes que les analogies, quand on compare l'agriculture en Europe occidentale et en Europe orientale, mais je crois que les points de convergence des intérêts deviennent de plus en plus nombreux.

Il est significatif qu'un réexamen critique des politiques agricoles, au moins aussi approfondi que celui qui est effectué en Europe occidentale, soit en cours en Europe de l'Est. Il consiste notamment à déterminer les motivations résultant de l'interaction entre les prix, les subventions, le crédit et les revenus des agriculteurs. Le souci de l'environnement est lui aussi plus vif. Les quelques années à venir montreront probablement l'utilité croissante du dialogue entre les responsables de la politique agricole en Europe orientale et en Europe occidentale, dialogue que la FAO est heureuse d'encourager.

La sous-région méditerranéenne

Dans les pays de la sous-région méditerranéenne, les problèmes tendent à se poser en des termes différents. Je ne tenterai pas ici de les analyser en détail, mais je voudrais simplement appeler l'attention sur la nécessité pour la plupart de ces pays de réduire leurs importations d'aliments pour animaux. Comme l'indique le document présenté sous le point 8 de l'ordre du jour, on ne peut le faire qu'en accroissant la production intérieure de graines oléagineuses et de céréales fourragères et en utilisant plus efficacement les fourrages et l'herbe. Une certaine restructuration est à notre avis nécessaire. Les fermes de taille moyenne, exploitées par de jeunes agriculteurs bien préparés, paraissent plus ouvertes au changement et au progrès que les petites unités - les plus communes aujourd'hui - dirigées par des agriculteurs vieillissants.

Risques pour les ressources forestières

Monsieur le Président, j'ai brièvement évoqué certains des problèmes qui se posent dans différentes parties de notre région. L'un d'eux, que j'ai pris l'initiative d'inscrire à l'ordre du jour, est commun à la plupart des pays ici rassemblés et préoccupe de plus en plus l'opinion publique. Il s'agit de la dégradation des forêts causée par la pollution atmosphérique. C'est le problème généralement connu sous le nom des "pluies acides". Dans notre communication à ce sujet, nous avons essayé de situer la question dans la perspective élargie des divers dangers qui menacent les ressources forestières du continent et des mesures de protection nécessaires.

Pollution atmosphérique à long terme

L'étendue des dommages causés par la pollution atmosphérique est maintenant bien établie. En 1983, un tiers environ des forêts de la République fédérale d'Allemagne étaient atteintes et un pour cent à peu près fortement dégradées. En Suisse et dans le

massif français des Vosges, près de 15 pour cent des arbres étaient touchés et 3 pour cent gravement endommagés. Les craintes manifestées par l'opinion publique sont donc amplement justifiées.

Le problème doit aussi être considéré en perspective. La conséquence immédiate de la pollution est une réduction de croissance et un affaiblissement de l'arbre qui le rend vulnérable aux effets de la sécheresse et d'autres facteurs. En d'autres termes, cette menace doit être examinée dans le contexte du système forestier tout entier. La pollution croissante de l'air combinée avec les incendies de forêts rend les arbres plus sensibles aux attaques des insectes et des maladies.

Du point de vue de la protection écologique, la pollution continue de l'atmosphère est un problème bien défini auquel peuvent s'attaquer les organismes appropriés. Sous l'angle de la protection forestière, il faut en revanche le traiter dans le cadre d'un éventail plus large d'actions visant à surveiller et à préserver les forêts du continent. Dans notre communication, nous suggérons diverses mesures spécifiques à adopter. Je voudrais appeler spécialement l'attention sur nos propositions concernant le rôle de la FAO et plus particulièrement l'amélioration des informations et leur diffusion parmi les pays concernés.

Observations finales

Monsieur le Président, je voudrais pour terminer réaffirmer l'importance capitale de l'Europe pour la FAO. Cette région est effectivement le principal actionnaire de notre Organisation sur le plan financier, en ce qui concerne le personnel et peut-être au niveau des idées. Si je dis "peut-être", c'est parce que je crains que l'attitude des gouvernements européens tende à être plus défensive que constructive depuis quelques années. Les délégations et les bureaux dans les capitales ont souvent cherché à esquiver les éventuelles demandes de contributions budgétaires avec infiniment plus d'énergie qu'à imaginer des solutions novatrices dans les domaines techniques.

Cette attitude est sans doute compréhensible en une période où les deniers publics sont mis à très forte contribution et où les administrations nationales doivent elles-mêmes lutter pour leur propre budget. Mais j'espère que cette mentalité changera et que la FAO pourra entrer dans la "troisième phase" à laquelle j'ai fait allusion en parlant de l'agriculture européenne.

Le défi que doit relever notre Organisation, c'est de s'adapter à un monde en évolution, pas seulement dans le secteur agricole. Nous devons innover, tout en maintenant la continuité de nos objectifs et de notre action. Nous devons imaginer des approches plus souples aux problèmes, améliorer le rapport coût-efficacité et modifier au besoin les comportements rigides hérités du passé. Nous devons commencer à façonner la FAO pour le rôle qui l'attend durant les années quatre-vingt-dix et au-delà.

Il est indispensable que les pays fondateurs de la FAO se trouvent en première ligne dans cette entreprise. Nous devons montrer que la FAO, tout en restant fidèle à sa vocation de combattre la faim et la malnutrition, peut aussi jouer un rôle plus utile au service des nations fortunées. Notre Organisation ne peut être parfaitement efficace que si elle peut compter sur la participation pleine et entière de tous ses membres. Un concours réticent ne suffit pas. Et cela n'a rien à voir avec les négociations sur le plafond budgétaire.

Monsieur le Président, je me suis largement écarté de l'ordre du jour de la Conférence mais je n'oublie pas que, sous la toundra islandaise, il existe de vastes réserves d'énergie géothermique dont une partie est exploitée au service de ce pays. L'Europe recèle elle aussi de grandes ressources d'énergie et d'idées et nous pourrions peut-être trouver ensemble de nouveaux moyens de les exploiter pour le plus grand profit de l'humanité tout entière.

DECLARATION DE M. K.A. SAHLGREN, SECRETAIRE EXECUTIF
DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE

C'est un grand honneur et un plaisir pour moi de participer, pour la première fois depuis ma nomination au poste de Secrétaire exécutif, à la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe et d'avoir ainsi l'occasion de m'adresser à autant de ministres et d'experts éminents de ce continent.

La CEE, autrement dit la Commission économique pour l'Europe, coopère très étroitement avec la FAO pour tout ce qui concerne l'agriculture et les forêts. Cette coopération prend de multiples formes: la Division mixte CEE/FAO de l'agriculture et du bois au niveau du secrétariat; le copatronage de pratiquement tous les organes subsidiaires des Comités CEE de l'agriculture et du bois et de la plupart de leurs séminaires et colloques techniques; la coopération entre la FAO et la CEE lors des conférences régionales pour l'Europe; les étroites relations de travail qui existent entre la CEE et le Bureau régional de la FAO pour l'Europe, ainsi que ses divisions techniques. J'ai la ferme intention de poursuivre et même d'intensifier cette coopération avec la FAO.

Monsieur le Président, il est inutile d'insister sur l'essor de l'agriculture européenne depuis la guerre. Tous les participants le savent. L'agriculture n'a pas encore atteint le même degré de développement dans toute la région mais, en général, il s'agit d'un secteur moderne, à forte intensité de capital et à grande technicité. La spécialisation, l'intensification et la concentration de la production, ainsi que les méthodes de production de type industriel gagnent du terrain dans toute l'Europe.

L'essor de l'agriculture européenne s'est accompagné d'une tendance à une intégration de plus en plus grande de ce secteur dans l'ensemble de l'économie, et des politiques agricoles dans l'ensemble des politiques économiques et sociales. On accorde aussi de plus en plus d'attention aux méthodes de production agricole et à leur impact sur la qualité des produits, sur la nutrition et sur l'environnement. Cette interdépendance de plus en plus marquée de l'agriculture et du reste de l'économie et, en particulier, l'utilisation croissante d'intrants d'origine industrielle par les agriculteurs ont beaucoup contribué à l'expansion rapide de la production agricole. L'agriculture n'est plus un secteur autonome et se ressent plus rapidement et plus profondément que par le passé des changements, problèmes et difficultés des autres secteurs économiques.

Ainsi, l'évolution des habitudes des consommateurs et de la structure de la consommation, les grands changements qui se sont produits dans le secteur de la commercialisation et l'importance croissante de l'industrie de transformation ont un effet direct sur la demande de produits agricoles. Ils ont une influence sur toute la structure de la production, sur la sélection des variétés végétales et des races animales et sur le processus de production.

L'agriculture s'est beaucoup ressentie des changements très marqués de l'ensemble du développement économique à partir des années soixante-dix. La contraction des possibilités d'emploi hors du secteur agricole a ralenti l'exode rural. L'augmentation de la production à un rythme supérieur à la demande et l'évolution des structures de la consommation à cause de la récession ont posé des problèmes pour la commercialisation de certains grands produits. Le commerce international a souffert de l'amplitude des fluctuations monétaires et des problèmes de balance des paiements d'un certain nombre de pays importateurs et, pour des raisons budgétaires, le soutien de l'Etat à l'agriculture s'est heurté à certaines limites.

Les perspectives économiques de l'agriculture dépendent donc de plus en plus, non seulement de son adaptation aux besoins mais aussi de l'évolution des autres secteurs. Plus encore que par le passé, il faut tenir compte de cette interdépendance pour juger

de sa situation et de ses perspectives. La question fondamentale est peut-être celle de savoir comment promouvoir le développement d'une agriculture efficace et très productive conformément à l'évolution de la demande du marché et aux exigences de l'environnement.

Il est inutile que je m'étende sur les activités de la CEE dans le domaine de l'agriculture et de la foresterie car elles sont déjà décrites dans la documentation présentée à la Conférence sous le point 7. Toutefois, et avec votre permission, je voudrais faire quelques remarques sur les points 8 et 9 de l'ordre du jour.

Sous le point 8, la Conférence examinera le rôle de la recherche dans les politiques agricoles. Il est hors de doute que la recherche - économique, scientifique, technologique - a beaucoup contribué à la forte expansion de la production agricole de l'Europe. La grande diversité des activités de recherche intéressant l'agriculture et les secteurs connexes, ainsi que la complexité et les progrès rapides de la science et de la technologie exigent une étroite coopération internationale afin d'exploiter au mieux les possibilités existantes. La FAO et son Bureau régional pour l'Europe y contribuent beaucoup grâce au système des réseaux coopératifs de recherche.

La CEE ne participe pas directement à la recherche agronomique mais l'échange d'informations et de données d'expérience d'ordre scientifique et technique occupe une grande place dans ses activités. Dans les conclusions de la réunion de Madrid, les Etats participants se sont félicités de la précieuse contribution de la CEE à la mise en oeuvre multilatérale des dispositions de l'Acte final concernant la coopération dans le domaine de l'économie, de la science, de la technologie et de l'environnement. Ils ont invité la CEE et d'autres organisations internationales compétentes à appuyer la coopération scientifique dans le secteur agricole et à examiner la possibilité d'intensifier encore les échanges d'informations scientifiques et techniques.

La recherche et la confrontation des expériences au niveau international ont été extrêmement bénéfiques à l'agriculture, mais il faut aussi se méfier des effets secondaires et des risques liés au développement de ce secteur: dégradation des sols à cause de l'utilisation impropre de lourdes machines agricoles; application abusive de produits chimiques; problèmes sanitaires, hygiéniques et écologiques posés par l'élevage intensif à grande échelle; dangers, pour la nature et pour la commercialisation, d'une spécialisation excessive, etc. Pour être bien appliquées, les méthodes modernes, très complexes, exigent une formation professionnelle appropriée et des services consultatifs hautement qualifiés.

Il faut que la productivité continue à augmenter si l'on veut améliorer le niveau de vie de la population agricole. Les progrès dans ce domaine dépendent peut-être moins d'un accroissement de la production que d'une utilisation plus rationnelle des intrants, plus de la qualité que de la quantité.

La réduction des possibilités d'emploi et le coût croissant du capital et de l'énergie pourraient aussi conduire à se détourner des méthodes à forte intensité de capital et à faible coefficient de main-d'oeuvre. Cette évolution pourrait être favorisée par l'importance de plus en plus grande que l'on accorde à l'environnement. La conservation du sol, de l'eau et de l'énergie et, en général, l'utilisation plus rationnelle des ressources naturelles sont de plus en plus des thèmes d'actualité. L'emploi des produits chimiques sera surveillé de plus près et on mettra l'accent sur d'autres méthodes: sélection de résistance, lutte intégrée contre les ravageurs, fixation de l'azote, etc.

Compte tenu de la stagnation ou de la diminution de la demande de certains produits traditionnels, il faudrait accorder plus d'importance à la mise au point de races, de variétés ou de produits nouveaux ainsi qu'aux utilisations non traditionnelles des produits existants et à l'emploi de la biomasse comme ressource renouvelable. Cela exige une réévaluation de tous les produits autrefois considérés comme marginaux, résiduels ou comme des déchets et qui pourraient devenir de précieuses matières premières. On pourrait citer par exemple l'utilisation de certains produits agricoles comme source d'énergie ou de matières de base pour l'industrie chimique ou celle des résidus agricoles pour l'alimentation animale. Les progrès de la biotechnologie ouvrent encore de nouvelles possibilités. La recherche devra également tenir compte de

l'importance croissante de la pluriactivité en agriculture, non seulement pour les petits agriculteurs à temps partiel, mais aussi dans les grandes exploitations qui essaient ainsi de relever le niveau global de leurs revenus et d'assurer un emploi stable et des rentrées d'argent régulières tout au long de l'année.

J'ai évoqué différents aspects de la situation agricole. Comme je viens de Finlande, vous ne vous étonnerez pas de l'importance que j'attache aussi aux forêts.

J'ai noté avec intérêt que la conservation des forêts figure à l'ordre du jour provisoire de la Conférence. Il s'agit d'un problème mondial, compte tenu notamment du déboisement d'une grande partie des tropiques humides et arides. En Europe aussi, nous avons tout lieu d'être inquiets. Les arbres et l'écosystème des forêts ont toujours souffert des orages, de la foudre, des insectes et des maladies. Dans les pays industrialisés et, notamment, en Europe, l'homme a ajouté la pollution de l'air à la liste des dangers qui menacent les forêts, leur productivité et notre approvisionnement en bois.

On sait depuis longtemps déjà que la pollution de l'air peut être très préjudiciable à l'environnement mais c'est seulement depuis dix ans que l'on voit s'accumuler les preuves de son effet néfaste sur les systèmes aquatiques, sur le sol, sur les écosystèmes terrestres, ainsi que sur les constructions et monuments. Le problème de la pollution de l'air, une fois que l'on en a pris conscience, est devenu rapidement un souci politique majeur.

La pollution de l'air ne connaît pas de frontières et est de ce fait devenue une préoccupation centrale pour la coopération internationale. Cela s'est manifesté, à la réunion de haut niveau sur la protection de l'environnement, organisée en 1979 dans le cadre de la CEE, par l'adoption de la convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance. Cette convention est entrée en vigueur le 16 mars 1983 et sert de cadre à de multiples activités internationales, y compris le Programme de coopération pour la surveillance continue et l'évaluation de la pollution atmosphérique à longue distance en Europe.

En ce qui concerne les effets de la pollution de l'air sur les forêts, les travaux réalisés par l'organe exécutif pour la convention précitée permettent de penser que les dommages occasionnés récemment aux forêts sont dûs à un ensemble de facteurs dont l'importance relative peut varier selon les conditions locales. Toutefois, il est clair que la dégradation des forêts n'aurait pas sa forme et son extension actuelles sans la pollution de l'air. Cette dégradation est probablement causée avant tout par les polluants gazeux, parmi lesquels le dioxyde de soufre, les oxydes d'azote, les hydrocarbures et leurs produits de réaction tels que les photo-oxydants jouent un rôle majeur.

La teneur des précipitations en acides est également jugée dangereuse à cause de ses effets sur les feuilles et les sols. Les facteurs naturels font aussi partie des causes de dégradation et le modèle de leur répartition sur une grande ou une petite échelle contribue, avec celui de la qualité de l'air, aux différences que l'on constate en ce qui concerne l'existence et la gravité des dommages.

Il existe une étroite coopération technique entre la CEE et la Commission européenne des forêts de la FAO, ainsi qu'avec son Groupe de travail ad hoc sur l'impact de la pollution de l'air sur les forêts. La Commission européenne des forêts s'occupe du problème de la pollution de l'air sous l'angle de la conservation des forêts et des dégâts occasionnés à celles-ci par différents agents. Les programmes de la CEE s'intéressent aux dommages subis par les forêts - et par l'agriculture - dans le contexte de l'émission et des effets des polluants en général. Lorsqu'il y a chevauchement ou imbrication entre les deux programmes écologiques de la CEE et de la FAO, il est clair qu'une coopération s'impose.

La FAO et la CEE coopèrent actuellement à une grande étude des tendances et des perspectives du bois en Europe à l'horizon 2000. Cette étude, la dernière d'une série d'études conjointes FAO/CEE remontant au début des années cinquante, a bénéficié d'un soutien pratique important de la part de nos Etats Membres. Dans un secteur tel que

celui des forêts, des analyses à long terme de ce type se sont révélées être un outil très précieux pour la planification et l'aménagement. Dans moins d'un an, une réunion conjointe FAO/CEE se tiendra à Genève pour examiner le projet de cette étude. Après révision, celle-ci devrait être publiée en 1986.

Je suis heureux de vous informer que le Comité CEE du bois est convenu, comme, je crois, la Commission européenne des forêts, d'organiser une session conjointe des deux organismes en 1987 afin de pouvoir examiner en détail les conséquences des résultats de cette étude pour les politiques forestières, y compris celles intéressant les industries forestières. A ma connaissance, la Conférence est en outre invitée à envisager l'inscription à l'ordre du jour de sa prochaine session, en 1986, d'un point spécial concernant les perspectives à long terme de la foresterie et des produits forestiers.

Il s'est passé beaucoup de choses depuis la publication de la précédente étude, au milieu des années soixante-dix, et beaucoup des hypothèses qui y étaient faites et qui servaient de base aux prévisions doivent maintenant être révisées dans le détail, à commencer par celles concernant le taux de croissance de l'économie européenne à l'horizon 2000. La nouvelle étude paraît donc on ne peut plus opportune.

En mai dernier, j'ai eu l'occasion de participer à une autre activité conjointe FAO/CEE, à savoir la quinzième session du Comité FAO/CEE/OIT des techniques de travail en forêt et de la formation des ouvriers forestiers, qui s'est tenue à Izmir-Cesme en Turquie. Je le signale parce qu'il me semble que beaucoup des activités de ce Comité reflètent des intérêts communs à la FAO et à la CEE dans deux domaines importants, à savoir les problèmes particuliers de la foresterie dans la région méditerranéenne et le transfert de l'expérience et de la technologie des pays développés vers les pays en développement.

Pour ce qui est des forêts méditerranéennes, le Comité accorde une importance particulière à deux questions capitales. La première concerne la remise en état et l'amélioration du couvert végétal dans la région, couvert qui, pendant des siècles, a beaucoup souffert du surpâturage et d'autres facteurs. Juste avant la session du Comité en Turquie, un séminaire avait été consacré dans ce même pays à la remise en état des forêts à faible productivité; il s'agissait d'une suite à de précédents séminaires sur le reboisement organisés en Bulgarie et en Espagne.

Le deuxième problème concerne les incendies dans les forêts méditerranéennes. En Europe, plus de 90 pour cent des feux de forêt se déclarent dans des pays riverains de la Méditerranée, où ils ont de graves conséquences économiques et écologiques. Le Comité se penchera sur ce problème lors d'un séminaire qui doit avoir lieu au Portugal en mai prochain.

Pour ce qui est du transfert du savoir-faire à d'autres régions dans le domaine de la foresterie et des industries forestières, la CEE continue à coopérer avec la FAO pour publier les rapports des séminaires et permettre ainsi aux intéressés de bénéficier de l'expérience acquise lors de ces réunions. Il est à noter que la plupart des pays qui ont accueilli des séminaires ces dernières années ont octroyé des bourses à des participants de pays en développement. L'un des exemples les plus frappants est celui du séminaire organisé en Finlande en juin dernier sous l'égide du Groupe de travail FAO/CEE de l'économie et des statistiques forestières. Ce séminaire, consacré aux méthodes de collecte des données pour les scieries, avait été conçu pour bénéficier aux pays en développement et la Finlande a financé la participation de tous les experts venant de ces pays.

Monsieur le Président, puisque je parle de la foresterie, je m'en voudrais de passer sous silence le pays hôte de cette conférence. L'Islande n'occupe sans doute pas une grande place sur la carte mondiale des forêts mais, par habitant, ses importations de produits forestiers, exprimées en dollars, sont les plus élevées du monde: environ 187 dollars en 1982, soit presque quatre fois plus que la moyenne européenne et cinq fois plus que celle des Etats-Unis. Cela témoigne, non seulement du haut niveau de vie de ce pays mais aussi de l'imagination avec laquelle il a su appliquer les traditions nordiques à l'utilisation du bois, notamment dans la construction.

Comme je l'ai déjà indiqué à propos de la foresterie, la CEE s'intéresse avant tout à l'Europe mais elle fait également partie du système des Nations Unies, lequel s'occupe de problèmes beaucoup plus vastes. Cela vaut autant pour l'agriculture que pour la foresterie. A ce propos, je ne peux qu'approuver ce qu'a dit mon éminent collègue, Monsieur Edouard Saouma, Directeur général de la FAO, lorsqu'il a souligné que les pays en développement ont besoin de notre aide pour assurer leur sécurité alimentaire. Il leur faudra une grande assistance financière et technique pour développer leur agriculture, ainsi qu'une aide alimentaire tant que leur production n'aura pas atteint un niveau suffisant.

En avril dernier, à sa trente-neuvième session, la CEE a adopté une résolution dans laquelle elle réaffirme la détermination de chacun de ses Etats Membres de promouvoir des relations économiques internationales stables et équitables dans l'intérêt mutuel de tous les Etats. Dans cet esprit, les Etats Membres de la CEE sont convenus de participer équitablement à la promotion et au renforcement de la coopération économique avec les pays en développement et notamment avec les moins avancés d'entre eux. La Commission a par ailleurs demandé à ses organes subsidiaires de tenir compte dans leurs activités des contributions possibles de la CEE aux programmes des Nations Unies qui visent à aider les pays en développement, ainsi que de la nécessité d'une coopération efficace avec d'autres organisations internationales. Elle a invité les Etats Membres de la CEE à continuer à contribuer pleinement aux travaux d'autres organisations et organes économiques du système des Nations Unies qui visent à stimuler le développement économique des pays du tiers monde.

Comme la CEE a peu de possibilités de participer directement à la coopération technique et économique entre pays en développement, il a été proposé de créer au sein de son Secrétariat un service d'échanges de données économiques sur une base inter-régionale. Ce service mettrait à la disposition des autres régions l'expérience et les compétences résultant des activités de la CEE sous forme, non seulement de documents, mais aussi de services consultatifs, de voyages d'étude, d'ateliers, ainsi que par la participation à des réunions dans cette région.

Comme c'est la première fois que je participe à la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe, j'ai jugé opportun de vous soumettre certaines de mes idées touchant la manière dont nous voyons la situation actuelle et les besoins futurs de l'agriculture et de la foresterie en Europe, ainsi que le rôle de la CEE dans ce domaine. L'avenir de ces secteurs est une préoccupation commune à la FAO et à la CEE. J'espère sincèrement que nos efforts conjoints et coordonnés continueront à être une contribution utile.

Je vous remercie de votre attention et je vous souhaite plein succès dans vos travaux.

